

Voix et voies interdites

Marie-Célie Agnant

Numéro 796, mai-juin 2018

Mémoire des luttes : pour continuer le combat

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/88121ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Agnant, M.-C. (2018). Voix et voies interdites. *Relations*, (796), 20–21.

VOIX ET VOIES INTERDITES

*Souvent tués
par l'histoire officielle, les luttes des femmes sont en soi le terrain
d'un autre combat : celui pour la mémoire.*

Marie-Célie Agnant

L'auteure est écrivaine

« Pour nos combats de demain, pour un monde plus libre, plus juste, plus égalitaire, plus fraternel et solidaire, nous devons maintenir vivante la mémoire de nos luttes. »

GUNTER HOLZMANN

Combien nécessaire est-il, en effet, de ne pas perdre de vue les luttes passées, puisqu'elles seules permettent de garder vivant l'engagement indispensable à l'édification de ce monde meilleur auquel nous aspirons ! Mais combien conscients devons-nous être aussi, comme le dit pour sa part Edward Saïd, que si « l'histoire est faite par les hommes et les femmes, elle peut également être défaits et réécrite, à coups de silences, d'oublis, de formes imposées et de déformations tolérées ». Conscients, également, que de nouvelles conditions d'oppression sans cesse surgissent, que les oppresseurs ne connaissent jamais de lassitude, que leurs menaces sont partout de plus en plus fortes pour contrer nos élans vers ce monde « autre » qui, entre chaos, brefs espoirs et marasme, entre ébranlement, dégradation, puis écrasement des forces en lutte, tarde à voir le jour.

Face à la multiplicité des luttes à mener, nos efforts peuvent à tout moment être balayés, nos luttes, sombrer dans l'oubli et l'indifférence la plus totale. Pire encore, il peut nous arriver, par lassitude, facilité ou apathie de prendre part à l'édification du mur implacable de l'oubli, participant ainsi à notre propre bâillonnement, et donc, à notre propre anéantissement. S'il ne peut exister un consensus sur la mémoire commune à assumer par chaque société, il est indispensable de multiplier les occasions de revenir sur l'histoire, de veiller à sa transmission et d'éveiller sans cesse la conscience historique. Loin de moi l'idée de dresser ici l'inventaire des voix interdites, porteuses de tant de luttes passées sous silence, hier et encore aujourd'hui. J'aimerais simplement attirer l'attention sur un ouvrage important pour la mémoire des luttes sociales, publié aux Éditions du remue-ménage, principale maison d'édition féministe francophone en Amérique qui, depuis plus de 40 ans, se bat pour l'avancement de la réflexion sur la condition des femmes. Il s'agit de *Partition pour femmes et orchestre* (2017) de Maria Noriega Rachwall. Portrait et analyse critique de la société québécoise des années d'après-guerre, ce livre témoigne de la lutte acharnée menée de 1940 à 1965 par un groupe de femmes québécoises pour parvenir à l'égalité dans le monde de la musique symphonique. À l'époque, « les possibilités de travailler au sein d'un orchestre étaient pratiquement nulles pour les musiciennes : [...] les orchestres demeuraient des *boy's club* qui n'admettaient la présence d'aucune femme » (p. 12). Faisant fi des interdits et des conventions, Ethel Stark et Madge Bowen, deux

Montréalaises, rassembleront des musiciennes pour former l'Orchestre symphonique des femmes de Montréal. Elles créèrent ainsi un espace où se côtoyaient des femmes de toutes les confessions et de tous les horizons : Noires, Blanches, francophones, anglophones, etc. Cette histoire inspirante et palpitante démontre les mécanismes de l'oppression et de la discrimination et illustre de façon non équivoque la question du pouvoir et de la domination, car « au cœur de ces pratiques discriminatoires résidait la crainte que l'accès des femmes à cette institution traditionnellement réservée aux hommes contribue à affaiblir d'autres structures de privilèges masculins » (p. 17). Mais ce qui étonne surtout, c'est le silence qui, aujourd'hui encore, entoure le combat de titans mené contre l'*establishment* masculin par ces musiciennes, une lutte qui englobait toutes les aspirations et revendications des femmes : besoin d'autonomie, accès à l'éducation et au travail, etc. Ce combat, un marqueur de l'évolution sociale et politique du Québec, ne prendra fin qu'en 1965 avec la dissolution de l'orchestre, alors que les musiciennes déclaraient forfait, épuisées par de longues années de travail dans des conditions plus que difficiles. Pendant toute son existence, l'orchestre s'est vu



Comité québécois de liaison contre le racisme, affiche, 43 x 28 cm. Artiste: Bob Zeiring, 1978

systématiquement refuser toute aide financière, tandis que l'Orchestre symphonique de Montréal, presque exclusivement composé d'hommes, pouvait compter sur le soutien sans faille de la Ville et d'autres bailleurs de fonds.

Cet exemple – parmi tant d'autres – illustre à quel point, malgré sa richesse et sa densité, l'histoire des femmes au Québec demeure « une histoire toujours méconnue et non encore enseignée. [...] Surtout, les événements relatifs aux épisodes variés de la lutte des femmes ne sont pas inscrits dans la mémoire collective, qui reste fondamentalement une mémoire des faits et gestes masculins », soulignent Micheline Dumont et Louise Toupin dans un autre ouvrage majeur pour la mémoire des luttes sociales : *La pensée féministe au Québec. Anthologie 1900-1985* (Remue-ménage, 2003). Il s'agit d'une histoire que l'on minore, que l'on voudrait ignorer; elle est

Les revendications des femmes et leur aboutissement sont le fait d'une conscience révoltée et ont été portées majoritairement par des luttes sociales.

aussi, bien sûr, absente des textes destinés à l'enseignement scolaire : « En outre, le suffrage féminin, les allocations familiales, les congés de maternité, par exemple, s'ils sont mentionnés dans les livres d'histoire, sont présentés comme des mesures [...] accordées et non pas comme des revendications qui ont été réclamées par des femmes. » Ceci nous interpelle, nous invite à des remises en question et à une révision profonde de l'espace accordé à la mémoire des luttes sociales, dans une société où, comme dans beaucoup d'autres, le quotidien des femmes demeure marqué par l'empreinte et la survivance tenace de comportements sexistes et discriminatoires. Les revendications des femmes et leur aboutissement sont le fait d'une conscience révoltée et ont été portées majoritairement par des luttes sociales; on ne peut, dès lors, faire l'économie d'une analyse des rapports de pouvoir dans leur globalité. Ils sous-tendent toutes les formes d'oppression, d'où le silence et l'amnésie organisés autour de ces luttes. Oublis programmés, stratégies politiquement établies, dont le but est de reléguer aux limbes de la grande histoire les efforts de différents groupes pour la conquête de leurs droits.

Ces stratégies qui occultent les combats menés contre l'institutionnalisation de l'oppression et de l'exploitation nous obligent sans cesse à la vigilance, nous commandent d'agir contre la persistance des inégalités et des pratiques discriminatoires. Actions et remises en question qui doivent s'étendre à l'ensemble des conditions spécifiques d'oppression et d'exploitation, car toutes ces sphères où s'exercent répression, racisme, sexisme, dépossession, pillage et destruction de la planète se rejoignent inexorablement dans la mise en œuvre des rapports de domination.

Nous n'avons alors d'autre solution que d'agir sur tous les fronts et de mener des combats, tant individuels que collectifs. À ce prix seulement, nous pouvons nourrir l'espoir de garder vivantes ces luttes et ces actions qui, de passées, ne portent que le nom. ©

BLANC DE MÉMOIRE

Dans les années 1960, les luttes des Noirs contre le racisme et le colonialisme – des États-Unis aux Caraïbes en passant par l'Afrique – sont une source d'inspiration pour toutes les populations colonisées, exploitées, marginalisées de la planète.

Le Québec ne fait pas exception. S'il est devenu commun de souligner que la gauche indépendantiste s'identifiait alors à ces luttes, paradoxalement, il est moins courant de rappeler que ces mouvements résonnent aussi auprès... de la population noire de Montréal, inspirant dès cette époque d'importantes luttes.

Le Congrès des écrivains noirs d'octobre 1968 à l'Université McGill, organisé notamment par des étudiants caribéens, témoigne avec force de cette solidarité qui se tisse. Des figures centrales du mouvement international de libération des Noirs, notamment C.L.R. James, Walter Rodney et Stokely Carmichael y prendront la parole et marqueront les esprits par la puissance de leur analyse anticolonialiste, antiraciste, prônant l'affirmation culturelle et politique des Noirs.

C'est dans cette atmosphère militante, aussi alimentée par la colère ressentie après l'assassinat de Martin Luther King, le 4 avril 1968, qu'auront lieu les événements de l'Université Sir George Williams (aujourd'hui Concordia), moment charnière pour les luttes antiracistes à Montréal et au Québec. Rappelons les faits : devant l'inaction de la direction concernant des plaintes déposées au printemps 1968 par plusieurs étudiants dénonçant le racisme de certains professeurs, une manifestation s'organise en février 1969. Celle-ci se mue rapidement en occupation du centre informatique de l'université, qui durera deux semaines avant que la police anti-émeute n'évacue de force les locaux. Dans l'échauffourée, un incendie est déclenché, entraînant de lourds dégâts matériels. Des badauds attroupés sur le trottoir, voyant la fumée s'élever du bâtiment, s'écrient alors « *Let the niggers burn!* » (« Laissez-les brûler, ces nègres ! »). En tout, une centaine de manifestants sont arrêtées, dont une quarantaine d'étudiants noirs, détenus séparément par la police.

Toute cette affaire aura entre autres pour effet de faire éclater au grand jour la présence d'un racisme structurel, souvent vécu de manière plus subtile au quotidien par la population noire. Elle a également un effet catalyseur pour le militantisme dans la communauté noire qui, malgré les origines diverses de ses membres, entretient en solidarité à travers l'expérience commune du racisme¹. Associations, publications et groupes de défense des droits verront le jour et s'activeront pour lutter contre différentes formes de discrimination systémique, que ce soit dans le milieu universitaire, dans le monde du travail, dans le système judiciaire ou dans la sphère culturelle, entre autres.

Les luttes actuelles contre le racisme systémique ne sortent donc pas de nulle part : elles s'inscrivent dans une histoire des luttes – et des injustices – bien implantées ici, qui remontent par ailleurs bien au-delà de ce (bien trop) bref aperçu.

Emiliano Arpin-Simonetti

1. Pour un portrait plus détaillé, voir Sean Mills, *Contester l'empire*, Montréal, Hurtubise, 2011 et David Austin, *Nègres noirs, nègres blancs. Race sexe et politique dans les années 1960 à Montréal*, Montréal, Lux, 2015.